



DES LESBIENNES DANS LA VILLE : DIMENSION SPATIALE DES INÉGALITÉS À L'INTERSECTION DU GENRE ET DE LA SEXUALITÉ

Sarah JEAN-JACQUES

Doctorante en sociologie et géographie sociale
Cofondatrice de l'Observatoire de la lesbophobie

Cet article s'appuie sur mon travail de recherche menée entre 2016 et 2019, qui s'inscrit dans une thèse en sociologie et en géographie sociale, sur la visibilité des lesbiennes dans les espaces publics à Paris. Dans le cadre de ce travail, j'ai analysé 50 entretiens réalisés auprès de lesbiennes, âgées de 24 à 60 ans et résidant en région parisienne. Elle s'appuie également sur le travail de l'Observatoire de la lesbophobie, un collectif que j'ai cofondé en 2018, devenu une association en 2022. L'Observatoire est un centre de documentation et de ressources en ligne sur la lesbophobie et les parcours lesbiens. L'une des activités principales est de recueillir et d'analyser les témoignages de lesbophobie. Durant quatre ans, nous avons collecté environ 500 témoignages spontanés de lesbiennes francophones (France, Belgique, Suisse, Québec). Ces témoignages sont disponibles sur notre site internet et sont classés par contexte : famille, espaces publics, travail, milieu médical, etc. Parmi tous les témoignages recueillis, plus de 300 agressions ont eu lieu dans les espaces publics.

Il y a 47 ans, près de 2000 femmes venant de 40 pays ont participé au premier Tribunal des crimes contre les femmes à Bruxelles, et dont l'un des objectifs a été de pointer le continuum entre les différentes oppressions spécifiques vécues par les femmes. À cette occasion, une délégation de lesbiennes a témoigné des persécutions qu'elles subissaient dans leur pays et qui ont toutes pour point commun : la contrainte à l'hétérosexualité. Lors de cet événement, la délégation allemande s'est exprimée ainsi :

« La discrimination à l'égard des lesbiennes représente l'extrême de l'oppression sexuelle des femmes. C'est ici que la peur des hommes à l'égard des femmes sexuellement indépendantes se manifeste le plus clairement [...] C'est pourquoi les lesbiennes sont déclarées déviantes,

et si elles s'affichent ouvertement, elles sont discriminées et persécutées »¹.

L'expression « *s'afficher ouvertement* » pose d'emblée la question de la visibilité lesbienne, c'est-à-dire le dévoilement de son orientation sexuelle dans la sphère privée ou publique. Et c'est dans le contexte de la ville qu'elle se révèle particulièrement éclairante pour interroger les normes à l'intersection du genre et de la sexualité qui structurent les espaces publics. Et la violence qui en découlent sur les expériences et les pratiques des lesbiennes.

L'EXPÉRIENCE DES LESBIENNES DANS LES ESPACES PUBLICS

En France, selon le rapport annuel publié par SOS Homophobie en 2020, près de

60% des lesbiennes interrogées affirment avoir été agressées avec leur partenaire dans les lieux publics. Ce chiffre est éclairant parce qu'il souligne à la fois que le couple est un marqueur de visibilité lesbienne dans la ville, et que les espaces publics sont le premier contexte dans lequel les lesbiennes sont exposées à la lesbophobie. Comme on peut aisément le constater, dans les lieux publics, l'hétérosexualité est performée au quotidien. La gestuelle amoureuse des couples hétérosexuels fait tellement partie du paysage urbain qu'elle en devient presque inaperçue. Pour autant, marcher dans la rue en se tenant par la main ou échanger un baiser en public est loin d'être un acte sans conséquences pour les lesbiennes. C'est un acte de visibilité qui s'effectue autour du corps et qui pose la question du *coming out* dans sa dimension spatiale.

Analyser l'expression des marques publiques d'affection relève donc d'un baromètre pour « *évaluer le poids des normes sociales et leur intériorisation dans les pratiques du quotidien* »². Ces pratiques sont historiquement construites et relèvent des « techniques du corps »³ et de la « disciplinarisation des corps »⁴. Dès lors, elles sont révélatrices « *de ce qui est socialement faisable ou pas et de ce qui est publiquement montrable ou pas* »⁵.

Ainsi, en étant visibles dans les espaces publics, les lesbiennes sont confrontées à un ensemble de violences qui constituent une forme de « contrôle social des femmes »⁶ qui vient sanctionner leurs écarts aux normes de genre et de sexualité, et donc au refus de la contrainte à l'hétérosexualité. Ces rappels à l'ordre hétérosexiste font partie du phénomène de « harcèlement public »⁷ ou « harcèlement de rue » et s'inscrivent dans le *continuum* des violences auxquelles les femmes sont exposées⁸. Ces rappels à l'ordre se manifestent de différentes manières. Le premier est permanent et quasi quotidien et se manifeste par des regards : curieux, méprisants, menaçants, sexualisants, etc. Le second, plus fréquent, fait référence à l'ensemble des agressions verbales qui incarnent un degré supérieur de contrôle social et de stigmatisation : il s'agit principalement des insultes, de remarques, d'invectives et de questions intrusives représentant autant de formes d'intimidations. Enfin, le troisième rappel à l'ordre, moins fréquent celui-ci, fait état d'agressions physiques et sexuelles, en particulier l'exhibitionnisme.

Alors que les regards peuvent être le fait d'hommes et de femmes, les agressions verbales, physiques et sexuelles sont essentiellement commises par des hommes inconnus, seuls ou en groupe.

L'insulte est l'une des expressions de la lesbophobie la plus répandue en ville, ce qui en fait une expérience sociale commune. Le champ lexical est pluriel : il peut se fonder sur la stigmatisation identitaire (« *sale lesbienne* », « *sale gouine* »), le jugement moral (« *dégueulasse* », « *contre nature* ») ou la pathologisation (« *guérir du lesbianisme* »). L'analyse du registre de la violence verbale (comprenant les remarques et invectives) fait apparaître une forte connotation sexuelle, qui réduit les lesbiennes à leur sexualité. En effet, les sollicitations à caractère sexuel sont très

fréquentes et font directement référence à la culture pornographique. Un couple de deux femmes n'est jamais vu comme un couple en tant que tel, mais comme un agrégat de femmes dont il manquerait la présence d'un homme. Paradoxalement, ces remarques expriment aussi le fait que les lesbiennes n'ont pas de sexualité à part entière, et soulignent bien l'incapacité générale à envisager une relation affective ou sexuelle entre deux femmes hors du cadre traditionnel hétérosexuel. La référence constante au « pénis » dans les témoignages, illustre qu'il manquerait quelque chose de fondamental dans la vie des lesbiennes. Ce qu'il faut souligner, c'est le fait que cette référence fonctionne aussi et surtout comme une menace de viol, ou d'agression sexuelle ou autre violence physique qui pèse sur les femmes en général.

Dans la ville, toutes ces remarques sont une réponse-sanction au fait que les lesbiennes rejettent publiquement la contrainte à l'hétérosexualité et qu'elles ne sont pas disponibles sexuellement aux hommes. Ainsi, les violences vécues par les lesbiennes, lorsqu'elles sont en couple, ont pour fonction de réaffirmer le caractère strictement hétérosexiste de la ville. C'est avant tout en tant que femmes que les lesbiennes sont sanctionnées : soit parce qu'elles sont trop « visibles » en tant que lesbiennes, ou parce qu'elles sont « invisibles » au regard de la présomption d'hétérosexualité.

UN USAGE CONTRAINT ET STRATÉGIQUE DES ESPACES PUBLICS

L'hostilité des espaces publics a un impact sur les perceptions et les pratiques des lesbiennes. Tout d'abord, ces violences induisent un fort sentiment d'insécurité qui amène les lesbiennes non pas à désertier les lieux publics, mais à n'en faire d'un lieu de passage balisé. Puis, un sentiment d'hypervigilance les amène à ajuster leurs pratiques quotidiennes et à anticiper la probabilité d'être importunées ou agressées, surtout lorsqu'elles se déplacent en couple.

Cela donne lieu à deux types de stratégies : l'une concernant la gestion de leur visibilité, et l'autre la fréquentation des espaces publics. La première donne lieu à des tactiques d'invisibilisation, qui consiste à jouer sur la discrétion, la dissimulation ou l'effacement⁹. Il peut s'agir

d'éviter les marques d'affection dans certains lieux et contextes, voire ne plus en témoigner du tout. Autrement dit, les lesbiennes vont (in)consciemment réserver ces gestes de tendresse à la sphère privée, ou dans des lieux communautaires. La deuxième stratégie concerne la fréquentation des espaces publics. Ainsi, les lesbiennes développent des tactiques d'évitement et de contournement de certaines territoires perçus comme hostiles dans la ville. Par exemple, à Paris, les lesbiennes vont éviter le 16ème arrondissement et une partie du 18ème arrondissement, tout comme certaines rues en raison d'une surreprésentation numérique d'hommes dans l'environnement, la nuit en particulier.

La visibilité des lesbiennes répond ainsi à la prise en compte d'un ensemble de paramètres constitutifs de l'environnement extérieur (l'arrondissement, le quartier, le moment de la journée, le type de lieu, mais aussi le contexte et le profil des personnes présentes autour).

Ce diagnostic de l'environnement conditionne le comportement des lesbiennes en public et ces paramètres fonctionnent comme des balises. L'appréciation de ces balises détermine en somme le degré de visibilité que les lesbiennes vont s'autoriser à avoir en couple. Il s'agit d'une réelle compétence qui leur permet de développer, une « *connaissance implicite des limites à ne pas franchir, intériorisant une certaine segmentation de l'espace public, avec des lieux du possible, des lieux du peut-être et des lieux de l'impossible* »¹⁰. Cette compétence d'évaluation de l'environnement, née d'une série d'expériences négatives de la ville, est un *continuum* qui structure les pratiques sociales et spatiales des lesbiennes dans le prolongement d'un « *savoir-faire sexué* »¹¹ dont disposent toutes les femmes dans leurs pratiques de la ville et qui revêt d'une dimension stratégique¹². La prise en compte de ces balises est un savoir-faire puissant, qui permet aux lesbiennes d'user plus librement de l'espace. Et de ce point de vue, l'espace ne fonctionne plus seulement comme un vecteur d'oppression mais comme une ressource¹³.

Cette compétence stratégique souligne ainsi la tension permanente qui se joue entre visibilité et invisibilisation. Elle permet notamment de repenser les conditions d'accès aux espaces publics de

chacun et chacune. La problématique de l'invisibilisation des lesbiennes dans la ville met ainsi en lumière la fausse neutralité des normes de genre et de sexualité qui structurent les espaces publics¹⁴. En effet, comme le souligne la géographe Gill Valentine, les espaces du quotidien sont « naturellement » ou « authentiquement hétérosexuels »¹⁵. Selon Didier Eribon, l'hétérosexualité est un élément structurant de l'espace public :

« L'hétérosexualité est l'une des caractéristiques majeures, fondatrices même, de

ce qu'on peut désigner comme l'espace public : elle y est affichée, rappelée, manifestée à chaque instant, dans chaque geste, dans chaque conversation [...] »¹⁶

LES LESBIENNES ET LE « DROIT À LA VILLE »

L'expérience des lesbiennes dans les espaces publics invite à interroger le « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) à travers une perspective intersectionnelle, et à examiner la manière dont la dimension spatiale des inégalités s'exprime et se reproduit

au quotidien. Leurs expériences et leurs pratiques permettent ainsi de révéler les formes spécifiques de violence auxquelles elles sont exposées et à quelles conditions très restrictives elles y sont tolérées. La lesbophobie, par le prisme de ses différentes manifestations, maintient le statut hétérosexiste des espaces publics, et assigne les lesbiennes à des places et à certains espaces, hors de ses frontières. La lesbophobie questionne, en creux, la légitimité des lesbiennes à être visuellement présentes dans la ville, sans qu'elles ne soient niées ou menacées. ■

- 1 RUSSELL, VAN DE VEN, 1976, p. 39
- 2 BLIDON, 2008, p.3
- 3 MAUSS, 1935.
- 4 ELIAS, 1969 ; FOUCAULT, 1975.
- 5 BLIDON, 2008, p.3
- 6 HANMER, 1977.
- 7 GARDNER, 1995.
- 8 KELLY, 1988.

- 9 GOFFMAN, 1975.
- 10 CATTAN et LEROY, 2010, p. 12
- 11 DI MÉO, 2011.
- 12 DE CERTEAU, 1980.
- 13 HANCOCK, 2014.
- 14 BINNIE et VALENTINE, 1999.
- 15 VALENTINE, 1996, p. 46.
- 16 ERIBON, 1999, p. 51.

BIBLIOGRAPHIE

- BINNIE, J., VALENTINE, G., « Geographies of Sexuality : a review of progress », *Progress in Human Geography*, vol. 23, n°2, 1999, pp. 175-187.
-
- BLIDON, M., « Jalons pour une géographie des homosexualités », *L'Espace géographique*, n°2, 2008, pp. 175-189.
-
- CATTAN, N., LEROY, S., « La ville négociée : les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n°151, 2010, pp. 9-24.
-
- DE CERTEAU, M., *L'invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.
-
- DI MÉO, G., *Les murs invisibles. Femmes, genre et géographie sociale*, Paris, Armand Colin/Recherche, 2011.
-
- ERIBON, D., *Réflexion sur la question gay*, Paris, Fayard, 1999.
-
- FOUCAULT, M., *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
-
- GARDNER, C., *Passing by. Gender and public harassment*, Berkeley, University of California Press, 1995.

- GOFFMAN, E., *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de minuit, 1975 [1963].
-
- HANCOCK, C., « L'espace ressource ou leurre : Qu'est-ce que penser spatialement fait gagner, et perdre, à la réflexion sur le genre ? », *Le tournant spatial dans les études genre*, Les Cahiers du CEDREF, Université Paris Diderot – Paris 7, 2014, pp. 25-44.
-
- HANME, J., « Violence et contrôle social des femmes », *Questions féministes*, n°1, 1977, pp. 68-88.
-
- KELLY, L., « The continuum of Sexual Violence », in HANMER Jalna, MAYNARD Mary (Eds) *Women, Violence and Social Control*, London, 1988, pp. 46-60.
-
- MAUSS, M., « Les techniques du corps », *Journal de psychologie*, vol 32, n°3-4, 1935, pp. 271-293.
-
- RUSSELL, D., VAN DE VEN, N., *Crimes Against Women : Proceedings of the International Tribunal*, Berkeley, Russel Publications, 1976.